PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2012

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte à 19h00 en présence d'auditeurs. Il souhaite la bienvenue à tous et excuse les absences de Mesdames Christine PLUMECOCQ, Sylvie RATAJCZAK, Patricia DURIEUX et de Messieurs Philippe ANSART et Patrick LATOUCHE qui ont respectivement donné pouvoir à Messieurs Jean-Marie KURTI, Francis BERKMANS, Benamar TOUATI, Christophe JENDRZEJEWSKI et Francis MARIAGE. Madame Véronique PETIT absente jusqu'à 19h05 avait donné pouvoir à Madame Evelyne LEGRAND et Madame Danièle MILLIEZ absente jusqu'à 19h50 avait donné pouvoir à Madame Claudine LORTHIORS. Monsieur Gérard DECHY est absent sans pouvoir.

Le secrétariat de séance est assuré par Madame Francine HAYEZ, Adjointe au Maire.

QUESTIONS PREALABLES

Monsieur le Maire sollicite l'ajout de 2 points à l'ordre du jour :

- A. SITURV (SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE TRANSPORT URBAIN DU VALENCIENNOIS) – CONVENTION POUR LA MISE EN TECHNIQUE DISCRETE DES RESEAUX DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE, DE RESEAUX DE TELECOM ET DE RESEAUX CABLES DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE LA PHASE 3 DU TRAMWAY « PAYS DE CONDE » ALLANT DE VALENCIENNES « CROIX D'ANZIN » A VIEUX-CONDE
- B. DEMANDE DE FONDS DE CONCOURS CAPH (COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA « PORTE DU HAINAUT ») :
- TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS – RESIDENCE « LA PASTORALE »
 - TRAVAUX RUE DES HAYEES – REMISE EN ETAT DE 6 RALENTISSEURS ET DE 4 JARDINIERS BOIS.

Vote : Pour à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe de 2 décisions qu'il a prises dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

DÉCISION DU 10 MAI 2012

Le marché « PRESTATION DE SURVEILLANCE ET GARDIENNAGE DU PATRIMOINE COMMUNAL » est attribué à la Société SECURITY PRO MOBILE à LENS à compter du 1^{er} juillet 2012 jusqu'au 30 juin 2013 avec possibilité de reconduction expresse une année à la fois, pour les périodes suivantes :

- Du 1^{er} juillet 2013 jusqu'au 30 juin 2014.
- Du 1^{er} juillet 2014 jusqu'au 30 juin 2015.

Monsieur le Maire propose de maintenir le nombre de postes d'Adjoints à 8.

Vote : Pour à l'unanimité.

Monsieur Benamar TOUATI se dit surpris de la décision de Monsieur Jean-Pierre DERUCHE. Il le félicite pour le travail accompli.

Monsieur Jean-Pierre DERUCHE indique qu'un dysfonctionnement de service a motivé sa décision.

Monsieur le Maire remercie Monsieur Jean-Pierre DERUCHE pour tout le travail réalisé.

3. ELECTION D'UN NOUVEL ADJOINT AU MAIRE ET MODIFICATION DU TABLEAU DES ÉLUS.

En référence au point n°2 et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (art. L 2122-7, 2122-7-2, 2122-10, 2122-11, 2122-12, 2122-13 et 2122-14), le Conseil Municipal est invité à procéder à l'élection du nouvel Adjoint au Maire.

Monsieur le Maire désigne 2 assesseurs :

- Madame Evelyne LEGRAND
- Monsieur Benamar TOUATI

Monsieur le Maire lance un appel à candidatures au sein du Conseil Municipal.

Un seul candidat se présente : Monsieur Francis BERKMANS.

Monsieur Benamar TOUATI demande s'il est obligatoire de procéder au vote à bulletin secret.

Monsieur le Maire précise que c'est incontournable, la législation l'impose.

Il est donc procédé à l'élection à bulletin secret

Nombre de bulletins : 26

Bulletins blancs ou nuls : 2

Suffrages exprimés : 24

Majorité absolue : 13

Monsieur Francis BERKMANS ayant obtenu la majorité absolue est proclamé 8ème Adjoint au Maire.

Monsieur le Maire remercie Messieurs Francis BERKMANS et Jean-Pierre DERUCHE.

Monsieur Francis BERKMANS remercie ses collègues. Il précise qu'il n'avait pas souhaité, au départ, être Adjoint, cependant suite à la décision de Monsieur Jean-Pierre DERUCHE, il a accepté ce poste au vu de sa bonne connaissance des dossiers d'urbanisme en cours et notamment celui de la zone des Bruilles.

Monsieur Francis BERKMANS remercie à nouveau les Élus pour cette élection.

Monsieur le Maire remet l'écharpe à Monsieur Francis BERKMANS.

- Approuve l'Etude précitée pour obtenir une subvention FDAN « section étude préalable »
- Hiérarchise les projets dans le plan pluriannuel de réalisation suscité afin que la Commune bénéficie de la subvention FDAN section « amélioration du cadre de vie » dans le cadre des travaux.

Monsieur le Maire insiste sur le fait que cette hiérarchisation est prévisionnelle et rappelle que cette étude complémentaire a été présentée lors de la réunion publique du 17 janvier 2012

Monsieur Benamar TOUATI revient sur la réunion publique du 17 janvier 2012. Il évoque la démolition des logements de la rue du Marais et rue du Vieux Cimetière et s'interroge à nouveau sur la nécessité des 2 ronds points, il se demande si une autre possibilité technique n'était pas envisageable.

Monsieur le Maire précise qu'une réflexion a été menée dans ce sens cependant, au vu de la configuration des lieux, cette solution semble la plus adaptée.

Monsieur SCANU demande de quelle façon sera réalisée le bout de la rue du Marais.

Monsieur le maire indique que celle-ci sera réalisée pour une partie en pavés, dans un souci de respect de l'histoire patrimoniale, et pour la partie restante asphaltée jusqu'au centre équestre.

Monsieur Jean-Marie KURTI revient sur la réalisation des 2 ronds points. Ceux-ci permettront de casser la vitesse des véhicules et seront franchissables par les engins agricoles.

Monsieur Benamar TOUATI informe le Conseil Municipal de la mise en place par le Conseil Général du Nord d'un contrat de territoire sur le Valenciennois. Ce contrat consiste à effectuer un diagnostic avec les 2 communautés d'agglomérations et les Communes pour avoir une vision à 6 ans des projets structurels.

Monsieur Francis BERKMANS indique que ce sera une façon d'écrire le prochain projet.

Monsieur Benamar TOUATI propose de faire parvenir la documentation sur le contrat de territoire et les coordonnées du technicien chargé du suivi de ce dossier.

Le Conseil Municipal est appelé à valider :

- L'étude Complémentaire FDAN
- Le plan pluriannuel des opérations visées ci-dessous.

Vote : Pour à l'unanimité.

6. CESSION AU GROUPE GDE – PARCELLES CADASTRÉES SECTION AM N° 120 ET 125 SISES À ESCAUT-PONT LIEU-DIT « LES BRUILLES SUD » ET PARCELLES CADASTRÉES SECTION A N° 86, 87, 2338P, 2363, 2366P ET 2367 SISES À ONNAING LIEU-DIT « LES BEAUMONTS » APPARTENANT À ESCAUTPONT.

Dans le cadre d'un projet de développement en bord à canal sur le site des Bruilles, le Groupe GDE (Guy Dauphin Environnement) – Région Nord à VILLERS POL souhaite acquérir les parcelles propriétés privées communales suivantes :

8. PERSONNEL COMMUNAL – CENTRE DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (C.L.S.H) – CRÉATION D'UN POSTE DE « CUISINIER(ÈRE) ».

Pendant la période du Centre de Loisirs Sans Hébergement allant du 30 juillet 2012 au 25 août 2012 inclus, le recrutement d'un agent non titulaire saisonnier est nécessaire pour assurer la préparation, la confection et la distribution des repas pour les enfants du Centre de Loisirs.

Madame Martine BRIAND – Adjoint Technique du Conseil Général, avec l'autorisation de sa hiérarchie, sera recrutée en qualité de « Cuisinier(ère) » à temps complet pour la période reprise ci-dessus.

Le Conseil Municipal est appelé à autoriser Monsieur le Maire à la recruter.

Présentation du projet par Madame Claudine LORTHORS, Présidente d'AGATE.

Vote : Pour à l'unanimité

9. LOGEMENT SIS, 25 RUE DU PONT – SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE AU PROFIT DE MONSIEUR ET MADAME HUMBERT YVON.

Par acte notarié en date du 29 mars 1994, la Commune a acquis l'immeuble d'habitation sis, 25, rue du Pont à ESCAUTPONT, parcelle cadastrée section AI n° 148.

Cet immeuble a fait l'objet d'une réhabilitation réalisée par l'Association ESPOIR dans le cadre d'un bail emphytéotique d'une durée de 18 ans, conclu le 29 mars 1994.

A l'extinction dudit bail, soit le 30 mars 2012, la Ville a récupéré l'intégralité des droits réels sur l'immeuble et s'est substituée à ESPOIR en tant que bailleur pour la reprise du bail d'habitation en cours.

En amont de ce transfert, les locataires, Monsieur et Madame HUMBERT Yvon, ont été informés des modalités pratiques de cette restitution :

- Paiement direct des loyers à la Commune
- Validité de leur bail jusqu'au 30 juin 2012
- Information sur l'aide pouvant leur être apportée dans leurs démarches de recherche de logement.

En parallèle, et dans la continuité de la politique de cession par la Commune des logements dont le bail emphytéotique est arrivé à échéance, Monsieur et Madame HUMBERT Yvon ont, par courrier recommandé en date du 16 décembre 2011, été informés de la résiliation de leur bail d'habitation au 30 juin 2012, conformément aux modalités issues de la loi du 6 juillet 1989.

Cependant, et malgré un accompagnement actif du service logement de la Mairie, le processus de relogement a été considérablement ralenti par :

- Le manque de grands logements correspondant à la typologie de la famille HUMBERT (le couple et 5 enfants à charge).
- L'absence de réactivité de ces derniers qui ont tardé, malgré de multiples relances, à déposer leur dossier de demande de logement.

Dans ce cadre, et pour éviter qu'au 1er juillet 2012, Monsieur et Madame HUMBERT Yvon soient considérés occupant de leur logement sans droit ni titre, il est proposé à l'Assemblée de leur octroyer une autorisation d'occupation précaire d'une

Ce permis est actuellement en cours d'instruction.

Afin de desservir le site de manière fluide et sécurisée, une double boucle de voirie, paysagée, est prévue. Celle-ci se connectera, au Nord, à la rue Ghesquière et, à l'Est, à la rue Irénée Gautier, conformément au plan ci-annexé.

Le chemin rural, situé entre les n° 58 A et 60 de la rue Ghesquière, servira donc d'assise à ladite desserte.

Cependant, ce chemin rural, d'une superficie de 497 m², non cadastré et qui n'a pas d'usage public, appartient toujours au Domaine Public Communal. Il est donc nécessaire de procéder à son déclassement afin d'envisager sa cession à la Société SOFIM en vue de son aménagement.

La SARL Vincent DELECROIX et David HANOIRE, Géomètres Experts – 14 Place de la Genevières à LILLE (59000) a été chargée par la société SOFIM d'effectuer les relevés parcellaires et d'établir les dossiers nécessaires à la procédure de déclassement.

Dans ce contexte, il est demandé au Conseil Municipal :

- De donner un accord de principe sur le déclassement du Domaine Public Communal de l'emprise du chemin rural situé entre les numéros 58A et 60 de la Rue Ghesquière,
- D'autoriser Monsieur le Maire à engager l'enquête Publique nécessaire au déclassement et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Vote : 24 Pour

2 Contre

POINTS SUPPLEMENTAIRES

A. SITURV (SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE TRANSPORT URBAIN DU VALENCIENNOIS) – CONVENTION POUR LA MISE EN TECHNIQUE DISCRETE DES RESEAUX DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE, DE RESEAUX DE TELECOM ET DE RESEAUX CABLES DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE LA PHASE 3 DU TRAMWAY « PAYS DE CONDE » ALLANT DE VALENCIENNES « CROIX D'ANZIN » A VIEUX-CONDE

La signature de la convention concernant la mise en technique discrète des réseaux de distribution publique d'électricité, de réseaux de télécom et de réseaux câblés dans le cadre de la réalisation de la phase 3 du TRAMWAY « PAYS DE CONDE » allant de VALENCIENNES « CROIX D'ANZIN » à « VIEUX-CONDE » a lieu de façon anticipée le VENDREDI 15 JUIN 2012, pour des raisons de coordinations des travaux.

Cette convention lie les partenaires suivants :

- SITURV (Syndicat Intercommunal de Transport Urbain du Valenciennois)
- SIDEGAV (Syndicat Intercommunal d'Electricité et Gaz de l'Arrondissement de VALENCIENNES)
- CAVM (Communauté d'Agglomération « VALENCIENNES-METROPOLE »).
- CAPH (Communauté d'Agglomération de « LA PORTE DU HAINAUT »).
- ERDF (Electricité Réseau Distribution France)
- ORANGE
- NUMERICABLE

OPERATION

« TRAVAUX RUE DES HAYEES – REMISE EN ETAT DE 6 RALENTISSEURS ET DE 4 JARDINIERS BOIS »

DEPENSES		RECETTES	
Montant des travaux	14 745,00 €		
Mission de Maîtrise d'œuvre	1 000,00 €	FCTVA (15,482 % du T.T.C)	2 915,42 €
TOTAL HORS TAXES DU PROJET	15 745,00 €	Autofinancement communal	15 915,60 €
TVA 19,6 %	3 086,02 €	Fonds propres	
TOTAL T.T.C DU PROJET	18 831,02 €	TOTAL DES RECETTES	18 831,02 €

Fonds de concours maximum pouvant être attribué par la C.A.P.H (maximum 50 % de l'autofinancement)	7 957,80 €
---	-------------------

- D'autre part, à autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs, juridiques et financiers.

Vote : Pour à l'unanimité.

QUESTION DIVERSE

Levée de séance à 20h30